








## CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS COLLECTIFS LOCATIFS LES TERRASSES DE MAUBEC 26 200 MONTELIMAR

<b>MAITRE D'OUVRAGE</b>		<b>ADIS SA HLM</b> 8, boulevard Marx Dormoy 26100 ROMANS SUR ISERE
-------------------------	---	--

<b>MAITRE D'OEUVRE</b>	<b>sorha</b> 	<b>SORHA</b> 10, rue Paul Henri Charles Spaak 26000 VALENCE ☎ : 04 75 44 06 60 ✉ : <a href="mailto:contact@sorha.fr">contact@sorha.fr</a>	
<b>B.E.T. STRUCTURE</b> 	<b>BETEBAT</b> 9, rue de Bernardy BP 199 07204 AUBENAS ☎ 04.75.93.34.80 ✉ <a href="mailto:contact@betebat.fr">contact@betebat.fr</a>	<b>B.E.T. FLUIDES</b> 	<b>BE ACT</b> 4, rue Paul Henri Spaak 26000 VALENCE ☎ 09 82 44 12 11 ✉ <a href="mailto:contact@beact.pro">contact@beact.pro</a>
<b>B.E.T. ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION</b> 	<b>OPT'ECO</b> 29 Chemin de Thabor 26000 Valence ☎ 04 75 80 85 80 ✉ <a href="mailto:contact@opteco.fr">contact@opteco.fr</a>	<b>B.E.T. VRD</b> 	<b>DMN</b> Le Genève B 10, rue Bon 26100 ROMANS SUR ISERE ☎ 04 75 71 30 44 ✉ <a href="mailto:contact@dmn-ge.com">contact@dmn-ge.com</a>

## DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN

DCE

MARS 2025



# SOMMAIRE

<b>A. OBJET</b>	<b>4</b>
<b>B. DECOMPOSITION – PHASAGE DES TRAVAUX</b>	<b>4</b>
<b>C. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES</b>	<b>4</b>
<b>D. SUR LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERE (CCTP)</b>	<b>4</b>
<b>E. DEFINITION GENERALE DE LA PRESTATION</b>	<b>5</b>
<b>F. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE</b>	<b>6</b>
F-1. CONNAISSANCE DES LIEUX	6
F-2. RESPONSABILITES	6
F-3. SECURITE	7
F-4. CONTROLE D'ACCES DU PERSONNEL	7
F-5. NUISANCES	7
<b>G. NOMENCLATURE DES LOTS</b>	<b>7</b>
<b>H. ECHANTILLONS – AGREMENT</b>	<b>7</b>
<b>I. PROPOSITIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES – VARIANTES</b>	<b>7</b>
<b>J. CARACTERES DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE</b>	<b>8</b>
<b>K. DOSSIER D'EXECUTION</b>	<b>8</b>
<b>L. RESERVATIONS–PRISES–SCELLEMENTS–FIXATIONS–GARNISSAGE-RACCORDS-INCORPORATIONS</b>	<b>8</b>
L-1. RESERVATIONS	8
L-2. PRISES, SCELLEMENTS, FIXATIONS	9
L-3. GARNISSAGES, RACCORDS	9
L-4. INCORPORATION	9
<b>M. APPROVISIONNEMENT – STOCKAGE</b>	<b>9</b>
<b>N. PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D'ETAT</b>	<b>9</b>
<b>O. NETTOYAGE DU CHANTIER</b>	<b>10</b>
<b>P. CHAUFFAGE DU CHANTIER – FERMETURE</b>	<b>10</b>
<b>Q. PROTECTION DU CHANTIER</b>	<b>10</b>
<b>R. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE</b>	<b>11</b>
<b>S. COMPTE PRORATA INTER-ENTREPRISES</b>	<b>11</b>

<b>T.</b>	<b>PANNEAU DE CHANTIER</b>	<b>11</b>
<b>U.</b>	<b>ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER</b>	<b>11</b>
<b>V.</b>	<b>CONTROLE TECHNIQUE</b>	<b>13</b>
<b>V-1.</b>	<b>MISSION DU BUREAU DE CONTROLE</b>	<b>13</b>
<b>V-2.</b>	<b>ESSAIS ET CONTROLES A EFFECTUER PAR LES ENTREPRISES</b>	<b>13</b>
V-2-1.	Contrôle interne (concerne toutes les entreprises)	13
V-2-2.	Vérifications de fonctionnement	13
<b>W.</b>	<b>SECURITE</b>	<b>13</b>
<b>X.</b>	<b>OBJECTIF D'ETANCHEITE A L'AIR</b>	<b>14</b>
<b>Y.</b>	<b>QUALITE</b>	<b>15</b>
<b>Z.</b>	<b>COORDINATION PILOTAGE</b>	<b>15</b>

## A. OBJET

---

**Construction d'un ensemble de 16 logements collectifs locatifs  
Les Terrasses de Maubec à Montélimar 26200  
Pour le compte de ADIS**

Le présent « CCTP COMMUN » est commun à tous les lots constituant l'opération, de ce fait, il est considéré comme contractuel au même titre que les CCTP.

En cas de contradiction entre le présent document et le C.C.A.P., les prescriptions figurant au C.C.A.P. seront appliquées.

## B. DECOMPOSITION – PHASAGE DES TRAVAUX

---

La présente opération est constituée de plusieurs phases de travaux conformément au planning établi par le Maître d'œuvre.

## C. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

---

Sont applicables au présent marché l'ensemble des prescriptions techniques générales applicables à la construction et en vigueur 30 jours avant la date limite de remise des offres, notamment :

- Le code de la construction.
- Les Normes Françaises.
- Les EUROCODES.
- Les cahiers des charges et règles de calcul D.T.U. édités par le C.S.T.B.
- Les différents arrêtés et décrets :
  - Arrêté du 31 janvier 1986 modifié : dispositions relatives aux bâtiments d'habitation.
  - Arrêté du 27 novembre 2012 : attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable aux bâtiments d'habitation neufs.
  - Arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 : modalités de classement des infrastructures de transport terrestre.
  - ... .
- Les cahiers des prescriptions techniques générales édités par le C.S.T.B. et les prescriptions du R.E.E.F.
- Le code du travail.
- Les différents documents d'ordre public, parapublic ou interprofessionnel relatifs aux différents labels de qualité.
- Etc...

Les ouvrages devront satisfaire à toutes les règles administratives ou techniques édictées par les services publics ou semi-publics tels que voiries, police et réseaux divers.

Les adaptations des constructions devront satisfaire à la réglementation sur le confort acoustique, la sécurité des occupants et l'accès aux handicapés.

## D. SUR LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERE (CCTP)

---

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance, dans son intégralité du CCTP qui est donné pour définir :

- D'une part le cadre et les limites de la prestation,
- D'autre part les prescriptions techniques minimales qui seront exigées.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile ; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des travaux dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

En aucun cas les attributaires ne pourront évoquer les omissions ou autres lacunes de quelques natures qu'elles soient dans la rédaction de ce document pour présenter des réclamations après la signature du marché.

Il appartiendra éventuellement, au moment de la présentation des offres, de faire toutes observations utiles à cet endroit.

L'exécution devra être conforme aux règlements en vigueur ou prescriptions techniques du fabricant et autres sujétions de mise en œuvre nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Chaque attributaire est censé avoir pris connaissance des CCTP de tous corps d'état et de ses interférences.

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre entreprises :

- L'entrepreneur de GROS-OEUVRE prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'Œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

Pour les lots techniques ou les ouvrages en option, une note complémentaire pourra être annexée au marché pour préciser les caractéristiques des matériaux et matériels proposés.

#### **Sur le choix des matériaux**

Pour permettre de concrétiser de façon plus précise les matériels ou matériaux désirés, il a été fait référence, dans la rédaction des CCTP, à des marques connues.

Toute liberté est donnée aux soumissionnaires pour proposer d'autres produits pour autant qu'ils soient :

- Techniquement équivalent (classement au feu, acoustique, durée de vie, garantie, ...).
- Esthétiquement équivalent.

Dans tous les cas, les soumissionnaires devront mentionner dans leurs offres les matériaux et matériels – s'ils diffèrent de ceux cités dans les CCTP – avec lesquels ils répondent.

## **E. DEFINITION GENERALE DE LA PRESTATION**

---

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

Font partie de la prestation tous les travaux et fournitures nécessaires à la réalisation complète du projet.

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur est tenu de ne mettre en œuvre que des matériaux répondant aux exigences de sécurité réglementaires notamment en ce qui concerne le classement des matériaux et leur réaction au feu.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'Art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait, répondant en tous points aux règles de l'Art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués "non traditionnels" devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

De plus, lors de toute exécution de travaux, les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux...

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire.

Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protections complémentaires aux frais de l'entreprise concernée.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

**NOTA :**

- L'Entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les cotes et indications des détails et pièces écrites, en cas de doute, il en référera au Maître d'Œuvre.  
S'il néglige de la faire, il restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences qu'elles entraîneraient.

## **F. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE**

---

### **F-1. CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entreprise est censée s'être organisée dans son marché en toute connaissance de cause, en particulier lui sont parfaitement connus :

- Le site et ses sujétions propres.
- Les contraintes relatives aux existants : bâtiments/ouvrages mitoyens et voiries d'accès notamment.
- Les modalités d'accès afin de prévoir leur approvisionnement.
- Les modalités d'accès et de stationnement pour le personnel du chantier.
- Les sujétions de règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité.

### **F-2. RESPONSABILITES**

L'entreprise est responsable des dégradations causées sur les existants et sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

### F-3. SECURITE

Le chantier sera organisé de sorte à ne pas mettre en cause, la sécurité des travailleurs aux autres personnes liées au projet, toutes mesures nécessaires seront prises.

Aucun stockage ne sera toléré sur les allées et circulations pompiers à l'extérieur ainsi que sur les circulations menant aux issues de secours à l'intérieur des bâtiments en cours de réalisation.

### F-4. CONTROLE D'ACCES DU PERSONNEL

Chaque entreprise retenue devra obligatoirement fournir au Maître d'Ouvrage la liste du personnel affecté au chantier et ce au démarrage du chantier.

Sur le site, le personnel affecté au chantier devra **obligatoirement** porter une tenue permettant de clairement identifier la société pour laquelle il intervient ainsi qu'un badge sur lequel figurera le nom de la société et le nom de la personne concernée.

### F-5. NUISANCES

Les travaux se feront pendant les heures prévues aux règlements de lutte contre le bruit en vigueur avec pour plage horaire maximale 8h – 18h.

Les moteurs des engins seront équipés conformément aux règlements en vigueur et le niveau sonore ne devra jamais dépasser 60 dB en continu ; pour tout outil dont le niveau sonore sera > 60 dB(a), l'entreprise devra demander au Maître d'Ouvrage une autorisation écrite.

## G. NOMENCLATURE DES LOTS

---

Suivant CCAP.

A noter que toutes les PSE et PAE proposées aux DPGF devront être obligatoirement chiffrées par les entreprises.

## H. ECHANTILLONS – AGREMENT

---

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.

En début de chantier, les entreprises devront soumettre, au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle, les échantillons et les spécifications techniques des différents matériaux à mettre en œuvre sur le chantier, ainsi que les palettes des différents coloris.

Certains coloris sont mentionnés à titre indicatif dans les CCTP, dans tous les cas, les entrepreneurs devront fournir les palettes de coloris pour validation – l'accord de l'architecte sur les teintes et les aspects est OBLIGATOIRE.

Le Maître d'ouvrage ainsi que le Maître d'œuvre peuvent refuser tout matériel ou matériau commandé tant que l'acceptation des échantillons et/ou coloris n'a pas été prononcée.

## I. PROPOSITIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES – VARIANTES

---

Voir Règlement de la consultation.

## J. CARACTERES DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

---

Les CCTP/DPGF et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste bien entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux plans, tant aux dossiers fournis par le Maître d'Œuvre que ceux fournis par les soumissionnaires et décrits ou non dans les DPGF et CCTP, mais aussi ceux qui seront implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art.

L'entrepreneur, par le fait même de soumissionner, s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces du dossier.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les quantités, et ne pourra invoquer aucun supplément pour erreur ou omission.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de diminuer certaines prestations, sans que l'entrepreneur ne puisse prétendre à une indemnité du fait de la modification même importante du montant du marché.

## K. DOSSIER D'EXECUTION

---

Avant d'entreprendre l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit s'assurer que les plans en sa possession sont les plans définitifs de l'Architecte mis à jour de toutes modifications.

Les plans actuels sont des plans d'appel d'offres destinés au chiffrage des entreprises et seront susceptibles d'être modifiés lors de la phase exécution.

Sont à la charge de l'entreprise (et non réalisés par les B.E.T.) :

- Les plans de chantier.
- Les plans de réservation.
- Les plans de préfabrication.
- Les plans de fourreautage.
- Les mises à jour éventuelles des plans d'exécution et de chantier du fait de variantes proposées par l'entreprise en cours de réalisation.
- Les plans nécessaires pour la constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Ces plans et études seront soumis à l'accord préalable des B.E.T., du bureau de contrôle et de l'architecte.

## L. RESERVATIONS–PRISES–SCELLEMENTS–FIXATIONS– GARNISSAGE-RACCORDS-INCORPORATIONS

---

### L-1. RESERVATIONS

D'une façon générale, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront fournir, en temps opportun à l'entreprise de gros-œuvre, les coordonnées précises de toutes les réservations, avec plans de repérage cotés à l'appui.

Tous ces éléments devront être communiqués durant la phase préparatoire du chantier afin d'être portées sur les plans BA.

Passé cette période, les entreprises se rapprocheront de l'entreprise de gros-œuvre, toutes les modifications dues au retard de ces réservations, sur le chantier étant à leurs frais.

L'entrepreneur de gros-œuvre est tenu, au moment de la construction de ses ouvrages neufs :

- De réserver tous les passages, saignées, feuillures, trous, ...
- De mettre en place tous les tampons, fourreaux, ferrures de fixation, chevilles, etc., étant entendu que ces accessoires de pose seront fournis par les corps d'état intéressés.

Toutes les réservations seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place qu'elles ont été réalisées correctement.



Ces prestations sont incluses dans les prix.

Toutefois, cette clause ne sera applicable qu'autant que les corps d'état de second œuvre auront fourni, pendant les périodes de préparation, toutes les indications écrites et plans cotés utiles à l'entrepreneur de gros-œuvre.

Dans les cloisons ou doublages, chaque entrepreneur réalisera ses propres percements et rebouchages avec des matériaux compatibles avec ceux en place.

## **L-2. PRISES, SCELLEMENTS, FIXATIONS**

Chaque corps d'état a, à sa charge, tous les travaux d'aménagement, de prises, percements (qui ne pourraient être réservés au montage du gros œuvre ou pour lesquels il n'aurait pas fourni, en temps opportun, les coordonnées), fixations, scellement, réglage, calage, etc... comprenant ses propres ouvrages.

Chaque fois que cela sera possible, les prises seront remplacées par des chevilles à expansion.

## **L-3. GARNISSAGES, RACCORDS**

Les garnissages, rebouchages, raccords de toute nature, seront à la charge des corps d'état intéressés.

Ces garnissages seront compatibles avec les matériaux support et devront obligatoirement reconstituer le coupe-feu de la paroi traversée.

A noter toutefois que pour les trémies de gaines techniques, l'entrepreneur de gros-œuvre a la responsabilité d'assurer le rebouchage des passages.

## **L-4. INCORPORATION**

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels : gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles, etc. avant coulage sont à la charge de chaque entrepreneur, ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage, l'entreprise de gros-œuvre devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée de ces travaux.

# **M. APPROVISIONNEMENT – STOCKAGE**

---

Les approvisionnements sur le chantier seront faits en temps utile, afin de ne provoquer aucun retard dans la marche des travaux et permettre aux entreprises intéressées d'effectuer certains travaux préparatoires.

Le stockage des matériaux sur le chantier sera fait en accord avec le Maître d'Œuvre, et ne devra gêner en aucun cas les travaux des entrepreneurs.

Les charges concentrées au milieu des portées seront interdites.

Les dépôts de matériel et de matériaux seront prévus dès le plan d'aménagement du chantier, et des emplacements seront réservés pour les entreprises qui en feront la demande, au cours de la période de préparation des travaux.

# **N. PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D'ETAT**

---

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparents, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il.

Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

## O. NETTOYAGE DU CHANTIER

---

Chaque entreprise devra maintenir le chantier en parfait état de propreté.

Elle réalisera les nettoyages et chargements des gravois dus à la réalisation de ses travaux avec tri sélectif et évacuation hors du chantier vers des décharges agréées : aucune benne commune de chantier n'est prévue.

Durant la période de préparation de chantier, chaque entrepreneur devra s'engager sur :

- Le tri sélectif sur site des déchets de chantier et les méthodes employées pour y parvenir,
- Les centres de stockages ou de recyclages vers lesquels seront acheminés les déchets,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité,
- Les moyens humains et matériels pour assurer cette gestion des déchets.

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le cloisonneur aux entrepreneurs de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation hors du chantier. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'Œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause, ou dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

**NOTA :** Si – lors de la phase de préparation du chantier – un accord entre entreprises intervient concernant la mise en place de bennes communes de chantier, cette mise en place de benne ainsi que leurs rotations seront à la charge du compte prorata.

La mise en place et la rotation des bennes seront gérées par le lot GROS-ŒUVRE.

## P. CHAUFFAGE DU CHANTIER – FERMETURE

---

A défaut de pouvoir appliquer les directives de l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics, pour permettre la marche du chantier en période de gel, il sera procédé au chauffage des locaux.

Le coût des installations provisoires de chauffage (l'installation étant réalisée par le chauffagiste) et les dépenses en énergie seront imputés au compte prorata.

L'entreprise de gros-œuvre devra assurer la fermeture du chantier, ainsi que la mise hors d'eau et hors d'air, par film polyane, à toutes les ouvertures.

Les frais d'installation du matériel technique et les frais de consommation seront à charge du compte prorata.

## Q. PROTECTION DU CHANTIER

---

L'entrepreneur de Gros œuvre est responsable de la clôture et de la sécurité du chantier.

Il devra signaler les abords du chantier par l'apposition de panneaux sur la voie publique dès le commencement des travaux.

L'entrepreneur de Gros œuvre aura à sa charge l'installation du branchement électrique et d'eau du chantier, et devra conserver celui-ci jusqu'à la fin des travaux.

En fin de chantier, il devra enlever toutes les installations et livrer les abords en parfait état.

Seuls les frais de consommation seront reportés au compte-prorata.

## R. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE

---

De façon à faciliter l'entretien et la maintenance des ouvrages, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement avant la réception du chantier, les documents et les prestations énumérées ci-après pour permettre au coordonnateur chargé de la sécurité prévention santé d'établir et de compléter le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage :

- Les caractéristiques et références des différentes pièces des matériaux ou matériels, ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur.
- La notice technique des matériaux et matériel permettant l'identification et la commande de tout organe défaillant.
- Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant (ou si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel ou d'autres équipements), une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi détaillé permettant d'éviter toutes fausses manipulations.
- Les notices d'entretien et de maintenance des matériaux et matériels en précisant en particulier l'ensemble des tâches d'entretien et de maintenance préventifs.
- Les procès-verbaux de classement (ou label) pour les matériaux ou équipements faisant l'objet d'un classement thermique, feu, acoustique.
- Lorsqu'un matériau ou équipement fait l'objet d'une garantie particulière du constructeur, une attestation sera jointe.
- De plus, pour l'entreprise des lots techniques, quatre exemplaires des plans de récolement : trois exemplaires papier et un exemplaire informatique sur CD.

## S. COMPTE PRORATA INTER-ENTREPRISES

---

Gestion et règlement suivant C.C.A.P.

## T. PANNEAU DE CHANTIER

---

L'entrepreneur de GROS-OEUVRE est responsable de la fourniture et de l'installation du ou des panneaux de chantier en accord avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Le coût de cet ouvrage étant à la charge exclusive du lot Gros-œuvre.

## U. ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

---

En application des dispositions de la directive pour la gestion et le règlement du compte prorata, établie par l'Office Général du Bâtiment, c'est le titulaire du lot gros œuvre, qui est chargé d'assurer à ses frais, l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier conformément aux dispositions du C.C.A.G., sauf ouvrages provisoires ou installations confiées par la même directive aux titulaires d'autres lots (électriciens, plombiers, etc.).

Le titulaire du lot gros œuvre n'est chargé que de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir le dispositif de sécurité commun jusqu'à la réception.

Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité conformément au droit commun.

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen mais également une obligation de résultat.

L'entreprise de gros œuvre a de plus à sa charge, tous les travaux et prestations découlant du Plan Général de Coordination (P.G.C.) en matière de protection de la santé et de la sécurité.

### Nota :

DOSSIER 21010- CCTP COMMUN

Si les dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie du COVID 19 sont encore présentes lors de l'exécution du présent chantier, l'organisation de la base de vie notamment devra être modifiée. D'autres mesures sanitaires et de distanciation seront à respecter.

Il faudra se référer au Guide de l'OPPBTP « version à jour du 23 août 2021 » et au Protocole de Déconfinement du Ministère du Travail en date du 9 mai 2020 : respect strict des gestes barrières, port obligatoire d'un masque de protection respiratoire, contrôle de l'accès des salariés et autres intervenants sur le chantier, ... .

Textes applicables (non exhaustif) :

Loi n°93.1418 du 31.12.1993.

Décret n°94.1159 du 26.12.1994.

Décret n°94.543 du 04.05.95 (articles R 238-46 à 56 et R 263-3 du Code du Travail) - Etc.

Le Maître d'ouvrage a désigné un « Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé ».

La présence d'un coordonnateur CSPS ne modifie ni la nature ni les responsabilités ni les obligations qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

La mission de ce coordinateur est notamment d'élaborer le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) qui servira, entre autres, de base à l'élaboration du PPSPS dû par chaque entreprise intervenant sur le chantier (entreprise titulaire du marché ou sous-traitant).

Ce document écrit définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques liés à la coactivité.

Il est joint aux autres documents remis par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs.

Ce document est un document évolutif qui doit vivre avec le chantier.

Il sera donc à l'avancement du projet, complété et adapté en fonction des nouvelles données Modes opératoires - Organisation du chantier - ...

Ce PGCSPS regroupe les données générales relatives à la santé et à la sécurité, à la fois du travailleur intervenant sur le chantier mais aussi des personnes extérieures aux travaux (piétons, riverains, ...) de manière à les porter à la connaissance des entrepreneurs : flux de chantier, zones de chantier, ...

Les entreprises sont donc sensées avoir intégrées dans leur remise de prix, toutes les remarques et obligations données dans le PGCSPS.

La coordination de sécurité sera réalisée par :

**Cabinet ATTEST**  
**Monsieur CAZORLA**  
**26, rue de Bompard**  
**26 250 LIVRON**

## V. CONTROLE TECHNIQUE

---

### V-1. MISSION DU BUREAU DE CONTROLE

Le contrôle technique sera assuré par :

**APAVE**  
**Monsieur Robin**  
**42 G Avenue des Langories**  
**26 000 VALENCE**

### V-2. ESSAIS ET CONTROLES A EFFECTUER PAR LES ENTREPRISES

#### V-2-1. Contrôle interne (concerne toutes les entreprises)

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que les fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de l'interférence entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'Art.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U., les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

#### V-2-2. Vérifications de fonctionnement

Concerne notamment les lots techniques mais aussi le lot de menuiseries extérieures dans le cas de volets roulants électriques.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer avant réception les essais et vérifications figurant sur les documents de l'Agence Qualité Construction (AQC) parus en Novembre 2016.

Les essais sont à la charge des entreprises concernées qui devront communiquer leurs procès-verbaux au contrôleur technique.

## W. SECURITE

---

Toutes les règles de sécurité incendie devront être strictement respectées pour ces types de bâtiment.

Classement du bâtiment :	<b>Bâtiment collectif A</b>	<b>2<sup>ème</sup> famille</b>
	<b>Bâtiments collectifs B</b>	<b>2<sup>ème</sup> famille</b>

Les prescriptions du C.C.T.P. seront éventuellement adaptées à ces règles pour obligation de résultat.

## X. OBJECTIF D'ÉTANCHEITE A L'AIR

Dans un bâtiment à haute performance énergétique, réduire la consommation de chauffage passe aussi par la limitation des infiltrations d'air.

De ce fait, des niveaux d'étanchéité à l'air sont à atteindre.

Les bâtiments feront donc l'objet d'une mesure de la perméabilité à l'air du bâti réalisée par un **opérateur autorisé par le Ministère en charge de la Construction**.

Pour ces logements, la perméabilité mesurée, exprimée par le coefficient  $Q_{4Pa\_surf}$ , doit être inférieure à :

- **1.00 m<sup>3</sup>/h/m<sup>2</sup>** de parois déperditives pour le bâtiment A et B

suivant mesure réalisée selon la méthode définie par **le Guide d'Application FD P 50-784 de la norme NF EN ISO 9972**.

L'atteinte de cet objectif sera contrôlée avant réception de l'ensemble des travaux, par un organisme qualifié, avec un test d'infiltrométrie à la porte soufflante « blower door », ce test final portera sur chaque logement et sera pris en charge financièrement par le maître d'ouvrage.

Afin d'éviter que les mesures correctives viennent à engendrer des destructions et des reconstructions d'ouvrages défectueux, il sera réalisé 2 tests d'étanchéité en cours de chantier (ces tests seront pris en charge financièrement au compte prorata par les entreprises concernées – le montant des essais sera réparti entre les entreprises concernées).

- Le 1er test (bâtiment hors d'eau-hors d'air) avant la fermeture des parements et gaines techniques, afin d'identifier les éventuelles fuites et d'y apporter les corrections nécessaires.
- Le 2ème après corrections des défauts **par les entreprises concernées**.

**SI LORS DU TEST FINAL, LES LIMITES DEFINIES PRECEDEMMENT SONT DEPASSEES, LES MESURES CORRECTIVES DES DEFAUTS SERONT DEMANDEES AUX ENTREPRISES DEFECTUEUSES SANS AUCUN SUPPLEMENT DE PRIX, LA PRISE EN CHARGE PAR CES ENTREPRISES COMPRENDRA EGALEMENT LE COUT DES NOUVEAUX TESTS JUSQU'A OBTENTION DES OBJECTIFS VISES.**

Points particuliers à soigner lors de la mise en œuvre

Les points de fuites à l'origine de ce débit parasite sont, par ordre d'importance :

- Les menuiseries :
  - Liaisons ouvrants/dormants,
  - Liaisons dormants / parois,
  - Les coffres de volets roulants,
- Les passages des équipements électriques au travers de l'enveloppe étanche.
- Les passages des canalisations et réseaux (débouchés de conduits et traversées de conduits).
- Les liaisons entre éléments de façade et planchers
- Les trappes de visite et tous les éléments traversants les parois.

La configuration architecturale de l'opération et le procédé constructif adopté réduisent les zones d'infiltrations principales à 4 types de liaison :

- Les liaisons menuiserie-façade.
- Les coffres de volets roulants.
- Les seuils des portes palières, portes fenêtres et ensembles menuisés.
- Les passages des équipements techniques (et notamment électriques) au travers de l'enveloppe étanche.

Le traitement de chaque liaison doit répondre aux critères suivants :

1. Assurer la continuité de l'étanchéité à l'air et à l'eau, malgré les dilatations différentielles des différents éléments.
2. Eviter la présence d'humidité dans la liaison.
3. Assurer la continuité de l'isolation thermique et acoustique.
4. Assurer la **durabilité** des propriétés évoquées ci-dessus.

Par ce document, nous souhaitons sensibiliser l'ensemble des entreprises en charge des lots concernés (voir entreprises listées ci-après) à porter une attention et un soin particulier à la mise en œuvre de ces liaisons, ainsi qu'au choix des matériaux utilisés.

Concernant la mise en œuvre, des détails constructifs sont proposés par l'équipe de conception.

Il est absolument nécessaire de s'y référer ou de proposer une solution équivalente en termes d'étanchéité et de durabilité.

La qualité et la conformité d'exécution de ces détails seront contrôlées avec soin par la maîtrise d'œuvre en phase d'exécution.

Le choix des matériaux devra être compatible avec les objectifs d'étanchéité à l'air énoncés ci-dessus. Les produits concernés sont notamment les menuiseries et les portes palières, plus précisément l'étanchéité des liaisons ouvrant/dormant.

**Cela impose une mise au point très précise des détails d'exécution des entreprises titulaires des lots Gros Œuvre, Façades, Etanchéité, Cloisons, Menuiseries extérieures, Menuiseries intérieures, Plomberie, Chauffage, Ventilation et Electricité ainsi qu'une mise en œuvre minutieuse et l'engagement de cette garantie d'étanchéité à l'air.**

## Y. QUALITE

---

Une attention particulière devra être apportée à la qualité.

Les entreprises devront être attentives à la qualité des approvisionnements et à la qualité dans la production.

La phase de préparation du chantier ne devra pas être négligée.

## Z. COORDINATION PILOTAGE

---

La coordination des travaux sera assurée par le Maître d'œuvre.